

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DU HOUX

17 LA HOUSSAIE
22350 Caulnes

Références : [VD/2025/12/11/01](#)
Code AIOT : 0005518093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement EARL DU HOUX implanté 17 LA HOUSSAIE 22350 Caulnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DU HOUX
- 17 LA HOUSSAIE 22350 Caulnes
- Code AIOT : 0005518093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral modificatif de co-exploitation, pour l'exploitation d'un élevage d'une capacité de 188 823 emplacements de volailles de chair, avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de culture.

Thèmes de l'inspection :

- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Fabrique d'engrais et supports de culture	Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4.1.2	Demande d'action corrective	8 mois
4	Fabrique d'engrais et	Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	supports de culture			
5	Fabrique d'engrais et supports de culture	Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4.2.4.1	Demande d'action corrective	8 mois
6	Gestion des flux – traçabilité	Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	12 mois
14	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	12 mois
16	Forages	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 1	Sans objet
2	Fabrique d'engrais et supports de culture	Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4	Sans objet
7	Mesures applicables en ZES	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 8.2.2-b)	Sans objet
8	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
9	Propreté des locaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
11	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
12	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
13	Déclaration annuelle des	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	flux d'azote		
15	Déclaration de changement d'exploitant	Autre du 26/01/2017, article R512-68 du code de l'environnement	Sans objet
17	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fabrique d'engrais et supports de culture ne fonctionne pas comme attendu, modifiant le plan de gestion des déjections annexé à l'installation.
Exploitation bien tenue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : M. Florent DUFFROS et l'EARL DU HOUX, ci-après dénommés l'exploitant, dont les sièges sociaux sont situés à CAULNES, au lieu-dit « La Houssaie » sont autorisés, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette même adresse, conformément aux plans et mémoires annexés aux demandes, deux élevages avicoles d'une capacité maximale de 188 823 emplacements, répartis comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • M. Florent Duffros, un élevage avicole (poulets lourds, poulets standards) d'une capacité maximale de 100 588 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes limite la quantité d'azote produite à 19 785 unités par an ; • l'EARL DU HOUX, un élevage avicole (poulets légers, poulets standards et poulets lourds) d'une capacité de 88 235 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes limite la quantité d'azote produite à 11 989 unités par an.
Constats : Conforme : Mises en place conformes, pour une production de 728 710 poulets lourds et 28 420 unités d'azote au global sur les 2 élevages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une installation de compostage (2 plates-formes bétonnées) en annexe de son installation.
Constats :

Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4.1.2
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001 et/ou NFU-44 051.
Constats : Non Conforme : voire points suivants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 4 : Fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4.2.1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Les matières premières, les andains et les composts doivent être recouverts d'une bâche géotextile afin d'éviter tout ruissellement dans le milieu. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.
Constats : Non Conforme : absence de bâchage des matières, toutefois pas d'écoulement dans le milieu de constaté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4.2.4.1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines. L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.) <ul style="list-style-type: none"> • 1ère mesure à J + 2 jours • 2ème mesure à J + 5 jours • 3ème mesure à J + 12 jours Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

Constats : L'exploitant effectue bien les prises de température. Cependant M. DUFFROS indique qu'il n'arrive plus à faire monter les produits en température et ce malgré l'humidification de ceux-ci et après essais de différentes procédures. Non Conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En raison de l'évolution du mode d'élevage (dalle béton) et de la quantité de litière moindre mise en place, il pourrait ne plus y avoir assez de carbone pour procéder au compostage des litières. Une réflexion doit être menée sur la nature des litières et la possibilité de les faire évoluer et/ou sur l'évolution du plan de gestion des déjections (plan d'épandage pour l'épandage des effluents en brut, reprise en brut par un opérateur agréé)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : Gestion des flux – traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2018, article 4.3
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2780 pour 1 040 tonnes de compost par an soit 26 985 unités d'azote. Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec : <ul style="list-style-type: none"> • les dates de départs, • les références de lot, • la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant, • les quantités livrées en tonnes et/ou en m3, • le nom du transporteur, • les destinations (nom du destinataire et lieu de destination). A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation. L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans. L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.
Constats : Non Conforme : absence de reprise par le prestataire et commercialisation en direct auprès d'exploitants locaux de produits pour lesquels le processus de normalisation est non conforme (phase de montée en température des produits à composter défaillante).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure porte sur l'obligation de reprise des composts élaborés par la société prestataire de service.</p> <p>Il est toutefois possible de revoir le plan de gestion des déjections et de déposer un porter à connaissance en conséquence, qui après instruction et validation par le service instructeur permettra de lever la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Mesures applicables en ZES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 8.2.2-b)
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute exploitation, quelle que soit sa forme ou sa structure juridique, dont l'un des sites d'élevage est situé dans une commune classée en zone d'excédent structurel au titre des articles R.211-81- 1- III et V du code de l'environnement et produisant annuellement une quantité d'azote issu des animaux élevés sur l'ensemble de ses sites supérieure à 25 000 kg (uN), a l'obligation de traiter ou d'exporter la quantité d'azote excédentaire de l'exploitation qui ne peut être épandue, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation, sur ses terres exploitées en propre ou sur des terres mises à disposition dans la limite maximum de 25 000 kg (seuil correspondant à l'azote organique pouvant être épandu sur le total des surfaces des terres exploitées en propre et des terres mises à disposition).</p> <p>...</p> <p>Dans le cas des exploitations concernées par l'obligation de traitement et/ou d'exportation, les quantités exportées (sous forme d'effluents bruts ou normés) doivent l'être en dehors des communes toujours classées en zones d'excédent structurel (annexe 11) et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages, mentionnés au 8° du II de l'article L211-3 et définis par le SDAGE, excepté celles situées en baie de la Forêt (annexe 12) du fait de la faible pression d'azote organique sur ce territoire.</p>
<p>Constats :</p> <p>24 914 unités d'azote épandues en ex ZES : Conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : Installation bien tenue et aménagements pensés et réalisés en vue d'avoir un site toujours propre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Dératisation : Conforme. Installation et locaux entretenus et tenus propres : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :
<p>Une borne incendie a été présentée et retenue dans le dossier annexé à l'arrêté d'autorisation de l'installation en date du 01/08/2018. Cette borne incendie est par ailleurs référencée (ID_SDI 026) dans la base de données GéoBretagne faisant référence.</p> <p>M. DUFFROS indique cependant que cette borne ne serait pas reconnue comme moyen de lutte pour son installation en raison de sa nature. Il a donc entrepris les démarches nécessaires auprès du SDIS (mails à l'appui) et de la municipalité.</p> <p>Il convient de préciser que sans la transparence de M. DUFFROS, le service d'inspection n'aurait pas eu connaissance de cette problématique et jugerait en conformité la borne existante, validée dans le dossier et référencée dans les bases de données.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Installations électriques et techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
Constats :
Conforme : le contrôle des installations électriques et les interventions nécessaires sont réalisées régulièrement par M. DUFFROS (formation initiale).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Calcul du 170 kg/SAU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.</p>
Constats :

Conforme : 80 uN/ha.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Notification des changements du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : Non Conforme : absence de transfert et épandage de produits bruts (voire points précédents).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois
--

N° 15 : Déclaration de changement d'exploitant

Référence réglementaire : Autre du 26/01/2017, article R512-68 du code de l'environnement
--

Thème(s) : Élevage, dispositions générales

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

Constats :

L'élevage exploité par M. Florent DUFFROS, connexe à celui exploité par l'EARL DU HOUX a été repris par celle-ci. La déclaration de changement d'exploitant a été remise le jour de l'inspection : Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 16 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4
--

Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage
--

Prescription contrôlée :

3.3.4 - La protection de la tête

Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations.

Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux.
--

La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m ² minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.

La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.
--

L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

Constats :

Non conforme : dispositif de fermeture à clé à mettre en place.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2024, article 1
--

Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
--

Prescription contrôlée :

Monsieur Florent DUFFROS est mis en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de

respecter dans un délai de 6 mois :

- l'article R. 181-46 du code de l'environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation et en particulier un document de mise à jour du plan d'épandage.
- l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie. Toute réserve d'eau ou ouvrage alternatif mis en place devra être réceptionné par le SDIS des Côtes d'Armor, sur sollicitation expresse du propriétaire.

Constats :

La mise en demeure a été établie sur la base de 2 constats relevés lors de la précédente inspection et demande de respecter :

-> l'article R. 181-46 du Code de l'environnement suite à l'évolution du plan d'épandage, cependant les terres exploitées par M. Florent DUFFROS sont toujours exploitées en propre et n'ont pas été reprises par l'EARL DU HOUX.

-> l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013. Cependant comme évoqué au point 9 ci-dessus, la borne incendie existante avait été validée dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral du 01/08/2018 et celle-ci est toujours référencée dans les bases de données.

Cette mise en demeure peut donc être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure